

Au Burundi, le "oui" au référendum est contesté

Deutsche Welle, 22.05.2018 La CENI a annoncé les résultats provisoires du référendum constitutionnel du 17 mai, une consultation qu'elle estime couronnée de succès. La coalition de l'opposition conteste les résultats et compte déposer un recours. [Photo : Tatien Sibomana (g) et Agathon Rwasa (d), deux leaders de la coalition d'indépendants Amizero y'Abarundi (Espoir des Burundais) lors d'un meeting appelant à voter "Non".]

"Au niveau national, le taux de participation est de 96,4%. Le oui représente 73,26% contre 19,34% pour le non." C'est Pierre Claver Ndayicariye, président de la Commission électorale Nationale Indépendante qui a annoncé lundi (21.05.2018) les résultats provisoires du référendum du 17 mai. La CENI estime que "ce processus a été un véritable succès sur les plans organisationnel, politique et démocratique". La coalition Mizero y'Abarundi veut déposer un recours. Les résultats ne font toutefois pas l'unanimité au sein de la classe politique. Ils avaient été par avance dénoncés par l'opposition, qui estime que le référendum s'est tenu dans un climat de peur et a été marqué par des fraudes. "À écouter le président de la CENI, on dirait que tout est rose", s'indigne Évariste Ngayimpenda, vice-président de la coalition d'opposition Amizero y'Abarundi. "Or depuis l'annonce de ce processus, il y a des gens qui ont été menacés, intimidés, terrorisés, voire tués jusqu'à dans la campagne. Alors que dans tout ça ils ne disent rien, ils présentent les choses comme relevant du meilleur des mondes, je suis très très surpris." La coalition portée par Agathon Rwasa compte porter plainte. "Le code électoral prévoit des procédures de recours, on va faire recours auprès de la cour constitutionnelle", affirme Évariste Ngayimpenda. "Une grande maturité politique" Dans l'autre camp, c'est la satisfaction. "Nous félicitons le peuple burundais pour avoir voté pour le 'oui' en faveur des amendements de la constitution", déclare Jacques Bigirimana, président des Forces nationales de Libération (FNL). Son parti, qui se réclame de l'opposition, a fait campagne pour le "oui". "Ce comportement exemplaire témoigne une grande maturité politique ainsi qu'une grande expérience démocratique du peuple burundais, n'en déplaise à ses détracteurs", estime Jacques Bigirimana. Les résultats de la diaspora encore attendus Selon la CENI, certains résultats de la diaspora ne sont pas encore disponibles, mais ils ne peuvent pas influencer les résultats provisoires. Les résultats définitifs seront publiés par la Cour constitutionnelle qui en vérifie la régularité. Malgré la polarisation des positions, les responsables politiques convergent sur un point. Ils appellent tous la population au calme et à la sérénité afin de se préparer paisiblement aux élections générales de 2020. Critiques américaines Les États-Unis ont également mis en doute les résultats du référendum constitutionnel. Dans un communiqué, le département d'État a déploré le manque de transparence et l'absence d'observateurs lors de la consultation et dénoncé de "nombreux cas de harcèlement et de répression des opposants au référendum" durant les mois qui ont précédé le référendum.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({};